

Développer des chaînes de valeur agro-pastorales pluviales à travers les plateformes d'innovation: Expériences avec des communautés rurales dans le Bassin de la Volta

Le contexte

Le Bassin de la Volta compte environ 19 millions d'habitants, dont 70% sont des ruraux. Ce chiffre pourrait atteindre 50-60 millions d'ici 2050. Les populations urbaines dans le bassin va également s'accroître avec le rapport population rurale/urbaine susceptible d'évoluer nettement de 2,3 à nos jours à 0.5 en 2050. Les moyens de subsistance et l'économie dans le bassin reposent sur les systèmes de cultures et d'élevage pluviaux mais ceux-ci sont affectés par des facteurs tels que la dégradation environnementale, la perte de la fertilité du sol, les régimes fonciers précaires, l'accès limité au marché et la volatilité des prix ainsi que la faible distribution, le début tardif et l'arrêt précoce des pluies.

En outre, le manque d'infrastructures et de capacité financière amplifient les défis auxquels les petits exploitants font face pour accéder aux intrants agricoles et à l'eau dont ils ont besoin pour produire suffisamment de nourriture. Cette situation conduit à la baisse des récoltes et de la productivité du bétail et en appelle à des pratiques agricoles et des techniques d'adaptation plus novatrices. La pauvreté demeure donc fortement rurale, aggravée par un certain nombre d'inégalités sociales y compris celle de genre par rapport à l'accès et le contrôle des ressources naturelles. Cependant, la croissante démographique et l'urbanisation dans le bassin vont contribuer au développement des marchés locaux et informels, qui ce représente en soi des opportunités d'accroissement de la production et de croissance économique.

Le Système Multi-acteur comme Plateforme d'Innovation (IP)

Le Programme de défi pour l'eau et l'alimentation dans le Bassin de la Volta (CPWF-Volta) vise « à renforcer la gestion intégrée des eaux pluviales et des petits barrages afin qu'elles puissent être exploitées mieux équitablement pour des usages multiples ». L'un des moyens par lequel on peut atteindre cet objectif est d'augmenter la productivité agricole et pastorale par des Stratégies de gestion des eaux pluviales et d'améliorer la productivité de l'eau au niveau champêtre.

Les IP sont une forme de partenariat public-privé. Ce sont également des systèmes multi-acteurs mis en place pour identifier:

- comment les parties prenantes avec diverses capacités et compétences peuvent se mobiliser pour travailler ensemble afin de développer une chaîne de valeur donnée dans les systèmes de production agro-pastorale dans le bassin de la Volta et pour renforcer les interrelations entre elles;

- des opportunités, des contraintes et développer des stratégies pour mitiger les défis afin de promouvoir les chaînes de valeur.

Les IP constituent un mécanisme par lequel on peut faciliter l'apprentissage, le partage et la communication entre les acteurs des chaînes de valeur, y compris les agriculteurs, en vue de promouvoir l'action commune et stimuler l'innovation. Ils créent également une plateforme commune permettant à différents acteurs avec des intérêts et défis variés d'identifier des opportunités d'augmenter leurs bénéfices dans une chaîne de valeur donnée. L'adhésion est basée sur l'intérêt et le besoin de chaque acteur d'améliorer la chaîne de valeur pour son propre compte.

Des états des lieux à la mise en place d'une Plateforme d'Innovation

L'approche IP implique des plateformes dynamiques et fluides pour des acteurs variés à différents niveaux qui

soutiennent l'apprentissage par l'action et les stratégies de dissémination et d'adoption. A travers le projet sur la « gestion intégrée des eaux pluviales pour les agro-écosystèmes agro-pastoraux », le V2 du programme Défi pour le développement du bassin de la Volta (VBDC), le CPWF a travaillé en collaboration avec l'Organisation néerlandaise de développement (SNV) au Burkina Faso et au Ghana pour mettre en place des plateformes d'innovation appropriées autour des chaînes de valeurs agro-pastorales identifiées.

Le projet a commencé par faire un état des lieux afin de pouvoir suivre et évaluer sa valeur ajoutée et son impact. Sur la base des critères de sélection élaborés au cours de la rencontre de planification du projet en novembre 2010, huit communautés par pays ont été identifiées pour la mise en œuvre des activités du projet. Dans ces communautés, l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) au Burkina Faso et Animal Research Institute (ARI) au Ghana ont effectué des études d'évaluation rapide et participative (PRA) pour caractériser les systèmes agro-pastoraux, les ressources naturelles disponibles, les pratiques de la gestion des eaux pluviales, les acteurs locaux et institutions clés ainsi que l'accès au marché. En se basant sur les résultats des PRA et des études sur les chaînes de valeurs qui ont suivi dans les communautés ciblées ainsi que sur les résultats des interactions entre les partenaires du projet, la SNV a réuni des agriculteurs (hommes et femmes), des commerçants, des éleveurs, des fournisseurs d'intrants, des agents techniques, des chercheurs, et ONG impliqués dans le crédit rural pour établir des plateformes d'innovation dans les sites d'intervention du projet. A la fin, quatre IP ont été établis (deux dans chaque pays) par le projet afin de contribuer au développement de quatre chaînes de valeurs agricoles/pastorales. La SNV a été soutenue dans le processus d'établissement et de facilitation des IP par des experts de systèmes d'innovation à l'International Livestock Research Institute (ILRI).

Résultats et leçons apprises

Le succès d'une IP peut se mesurer par la portée de la contribution apportée par sa structure et ses processus dans la réalisation du résultat escompté. Nous avons avancé l'hypothèse que la communication et la coordination au sein des IP peuvent contribuer à améliorer les résultats de productivité et l'accès au marché par les bénéficiaires. De manière plus spécifique, nos IP sont destinées à contribuer à l'amélioration (i) de la gestion du sol et de l'eau ; (ii) l'accès aux intrants ; (iii) l'accès au crédit ; (iv) de la production agricole et pastorale ; et (v) l'accès à l'information sur le marché par les membres de l'IP. Bien que le degré d'atteinte de ces résultats par nos IP reste à définir avec plus de fermeté, nous avons collecté et analysé des informations et des données sur les structures et processus des IP pour être en mesure de tirer des conclusions partielles. Il y a lieu de noter que le projet ne pouvait que faciliter les structures et processus des IP mais

des facteurs externes (finance, environnement, climat, etc.) peuvent aussi influencer l'atteinte des résultats désirés.

Ainsi, les agriculteurs, des membres de nos IP dans les communautés rurales du projet au nord du Ghana et au Burkina Faso, ont enregistré quelques résultats positifs liés à l'accès aux intrants, à la gestion améliorée du sol et de l'eau, et à l'accès à l'information sur le marché et échanges ainsi que la coordination des activités. La gestion améliorée du sol et de l'eau a été principalement le résultat de notre recherche-action participative, des visites d'échange entre les IP ainsi que des sessions de formations dispensées par l'International Water Management Institute (IWMI) sur les techniques de conservation du sol et de l'eau. L'amélioration de l'accès à l'information sur le marché, des échanges et la coordination des activités entre acteurs des chaînes de valeur ont été le résultat direct de nos activités de développement des IP. Le progrès concernant l'accès au marché et au crédit a été jugé faible car l'accent a été mis sur la gestion des eaux pluviales, ce qui signifie en réalité que les IP se sont focalisés essentiellement sur la productivité du système agricole.

Dans le processus de gestion des IP, nous nous sommes rendus compte toute de suite que la question du nombre est importante. Au départ, beaucoup d'individus dans chaque village membre étaient invités, mais il était difficile de contrôler les réunions vu le grand nombre des participants ; par conséquent, il est apparu nécessaire de réorganiser les IP en choisissant des points focaux pour représenter des groupes d'acteurs dans les différents villages. Dans le même ordre d'idées, les quatre produits choisis par les IP ont rendu plus complexe le processus d'analyse des acteurs bien que les producteurs aient été disposés à discuter leur système de production dans sa globalité. Il est clair que pour améliorer l'efficacité de la production en réponse à la demande du marché, les acteurs des IP devraient comprendre comment effectuer l'analyse de la chaîne de valeur d'un seul produit avant de pouvoir appliquer la méthode à d'autres produits. Mais à travers l'analyse de la chaîne de valeur du produit, les producteurs devraient d'abord comprendre comment leur système de production dans son ensemble participe à l'introduction du produit sur le marché. En outre, il est nécessaire que les acteurs d'une IP prêtent attention à la viabilité et à la durabilité de leur IP. Une option pour rendre cela effectif serait de formaliser l'existence de l'IP comme une association ou une coopérative multi-acteurs, si possible, afin d'accéder au crédit et aux services en tant que groupe ; une autre option serait d'insérer l'IP dans une association ou une institution multi-acteurs déjà bien établie. Dans les cas, l'intérêt des membres de l'IP doit primer.



Volta

Pour information:

Hubert SOME

SNV, Burkina Faso

hsome@snvworld.org

www.cgjar.org www.waterandfood.org